



SOCIOLOGIE

LE VOTE DISRUPTIF
DE 2017

JEAN-SERGE ELOI

UNIVERSITÉ DU TEMPS LIBRE DE BIARRITZ
2018 /2019



LE VOTE DISRUPTIF DE 2017

INTRODUCTION

Apparu dans le monde des affaires et du marketing, le terme disruption renvoie à la rupture, la fracture, l'éclatement. La disruption remet en question les conventions généralement pratiquées, elle casse les codes établis, elle est un processus innovant et de ce fait elle s'apparente à une « *destruction créatrice* » comme l'indiquait le grand économiste autrichien Joseph Schumpeter (1883-1950) pour caractériser le rôle que jouaient les innovations dans la croissance économique. Emmanuel Macron a donc mis en place cette stratégie de rupture dès le printemps 2016 lorsque se crée *En marche* pour soutenir le candidat. De leur côté, les électeurs ont changé de comportements et d'attitudes, bouleversant le système politique et ses fondamentaux. La rupture avec les codes habituels s'incarne sans doute dans l'élection d'un tout jeune homme politique (39 ans), sans passé électoral bien qu'il ait été ministre, et qui briguait là son premier mandat.

L'élection présidentielle a-t-on l'habitude de dire ou d'écrire est l'une de celles qui, avec les municipales, mobilisent le plus les électeurs. Celle de 2017 ne semblait pas déroger à la règle d'autant plus que l'intérêt pour la « *chose politique* » avait été rehaussé par la tenue de primaires qui suscitèrent un fort engouement à droite et à gauche, dans une moindre mesure cependant. Malgré l'intérêt affiché par l'électorat, la mobilisation ne fut-elle pas, au bout du compte, modérée si l'on tient compte du niveau d'abstention ? Même si l'on constate dans les enquêtes d'opinion l'affaiblissement du clivage gauche/droite depuis longtemps, n'assiste-t-on pas à l'éclatement de la gauche et de la droite ? La gauche est de plus en plus scindée en deux camps peu conciliables celui de la gauche socialiste qui s'effondre et celui de la *France Insoumise*, une gauche radicale devant le parti socialiste pour la première fois depuis 1969. De manière symétrique

la droite républicaine est emportée dans la tourmente par les vicissitudes de son candidat, François Fillon. Le refus du clivage gauche/droite ne se manifeste-t-il pas tant chez Marine Le Pen dont la dynamique électorale se nourrit de courants de gauche et de droite que chez Emmanuel Macron et son « *en même temps* » ?

Il s'agit donc de montrer que les élections du printemps 2017 mêlèrent intérêt et pulsions (répulsions ?) abstentionnistes (I), que le bouleversement des conventions habituelles s'est manifesté par l'éclatement de la gauche et de la droite (II) avant d'indiquer que cette opposition, qui a longtemps structuré le comportement électoral, avait perdu de sa pertinence avec la montée en puissance de Marine Le Pen et *in fine* l'élection d'Emmanuel Macron (III).

I. MÉLANGE D'INTÉRÊT POUR LES ÉLECTIONS ET DE PULSIONS ABSTENTIONNISTES¹

Malgré la crise de la représentation politique et le peu de confiance que les français ont dans le personnel politique, les observateurs ont noté un intérêt certain des électeurs, notamment à travers les élections primaires organisées tant à gauche qu'à droite, pour les enjeux de cette élection. Cependant la mobilisation ne fut que modérée tellement l'abstention prit d'importance même si le phénomène n'était pas nouveau.

A. LES FRANÇAIS ONT MANIFESTÉ DE L'INTÉRÊT POUR CETTE ÉLECTION

Sur la longue durée, l'intérêt pour cette élection ne s'est jamais démenti. Il fut initié par l'adoption, par la droite comme par la gauche, de primaires ouvertes chargées de sélectionner le candidat le plus à même de représenter son camp.

1. Un intérêt non démenti

Les français ont exprimé leur intérêt pour ce rendez-vous électoral de façon constante à travers les quinze vagues de *L'enquête électorale française 2017* menée sur une période de plus de dix-huit mois. En mai 2016, soit une année avant l'élection, ils étaient 62 % à se déclarer intéressés, 70 % en septembre et 80 % à partir de décembre et de manière constante

¹ - Cette première partie s'appuie sur la contribution d'Anne Muxel (« La mobilisation électorale, du décrochage civique à l'abstention record ») à l'ouvrage collectif dirigé par Pascal Perrineau, *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

jusqu'à la date du scrutin. L'organisation des primaires a allongé le temps de l'élection et renforcé la mobilisation des français.

2. *L'intrusion des primaires*

La participation aux premières élections primaires de la droite et du centre a dépassé les prévisions. 9 % des électeurs inscrits (4,2 millions de personnes) se sont déplacés lors du premier tour le 20 novembre 2016. Une semaine plus tard, pour le second tour, ils étaient encore plus nombreux (4,3 millions).

Compétition d'un genre nouveau, la primaire a passionné les français au-delà de leur seule famille politique. Si les jeunes et les catégories populaires sont restés en retrait, les plus âgés, les retraités et l'électorat de droite et du centre se sont le plus mobilisés. Cependant les électeurs de gauche, ceux du Front national ainsi que ceux qui ne se reconnaissent dans aucun parti politique ont représenté 30 % des suffrages exprimés au premier tour. Plus de huit millions de téléspectateurs ont suivi le débat de l'entre-deux-tours entre Alain Juppé et François Fillon et pour un tiers d'entre eux, ce fut le premier sujet de conversation avec leurs proches.

Les 22 et 29 janvier 2017, ce fut au tour de la gauche d'organiser des primaires au sein de la « *Belle Alliance populaire* » composée du Parti socialiste, du Parti radical de gauche mais aussi de l'Union des démocrates et des écologistes. La mobilisation fut nettement moins forte que celle des primaires de la droite : 3,5 % des inscrits au premier tour (1,6 million) puis 3,6 % au second (2 millions). Si les électeurs se sont le plus exprimés à Paris (9% des inscrits), les jeunes, les catégories populaires ont peu participé et des opposants ont cherché à peser sur le choix du candidat de gauche : 18 % des électeurs se déclaraient, en effet, proches de la droite.

Ces élections primaires ont conjugué les vertus de la démocratie directe et les nécessités de la démocratie représentative, certains électeurs n'hésitant pas à se mêler du choix de l'autre camp ont pu voter, indépendamment de leurs convictions, dans le seul but d'éliminer un candidat, consacrant ainsi le modèle de l'électeur stratège.² Ce comportement électoral a peut-être pu jouer à l'encontre de Nicolas Sarkozy, éliminé au premier tour des primaires de la droite.

² - Le vote stratégique désigne le fait, pour un électeur, d'accorder son suffrage à un candidat qui n'a pas forcément sa préférence avec l'objectif que sa voix compte. La première forme de « *vote stratégique* », dite classique, conduit à abandonner son candidat préféré pour un autre dont on estime qu'il a de plus grandes chances d'être élu. Pour le dire autrement, il s'agit du « *vote utile* ». La deuxième forme correspond à un « *vote stratégique inversé* » quand l'électeur abandonnera son candidat préféré dont il estime avec certitude qu'il sera présent au deuxième tour. Il vote alors pour un candidat qui n'a pas sa préférence, mais ce vote a pour but d'envoyer un signal à son candidat préféré. (Voir Jean-Serge ELOI, « Comportement électoral et vote

Cette mobilisation a sans doute fait oublier l'importance de l'abstention qui s'était révélée élevée lors de toutes les élections intermédiaires depuis 2012 : 36,4 % au premier tour des municipales en 2014, 57,6 % lors des élections européennes toujours en 2014, 49,8 % au premier tour des départementales en 2015, 50 % aux élections régionales de la même année. Malgré l'intérêt porté aux enjeux de cette élection, la participation va demeurer modérée en raison du niveau de l'abstention qui marque un vrai « *décrochage civique* ».

B. DÉCROCHAGE CIVIQUE

C'est en fin de compte près de huit électeurs sur dix qui sont allés voter, mais ce taux de participation est moindre que ce qui était escompté au regard de l'intérêt porté à cette élection même si une lecture attentive des indices de participation montrait une certaine hésitation susceptible de la fragiliser. L'abstention s'est établie à un niveau record. Quelles sont les caractéristiques sociales des abstentionnistes ? L'importance du vote blanc au second tour de la présidentielle n'est-il pas la manifestation du désarroi de l'électeur et de son mécontentement ? La participation s'est-elle maintenue de l'élection présidentielle aux élections législatives ?

1. Un niveau d'abstention record

Le niveau de l'abstention enregistré se situe au-dessus de la moyenne des neuf élections présidentielles précédentes : 22,2 % des inscrits contre 19,7 % en moyenne pour le premier tour et 25,4 % pour le second tour contre 18,4 % en moyenne. La progression de l'abstention d'un tour à l'autre est singulière dans la mesure où, généralement, les électeurs se déplacent plus pour le second tour. Elle ne s'était produite qu'à deux reprises sous la Cinquième République, en 1965 où elle n'avait que très légèrement progressé d'un tour à l'autre, en 1969 où elle avait augmenté de 8,7 points. Il est vrai que pour cette dernière élection le candidat communiste du premier tour Jacques Duclos, arrivé en troisième position avec plus de 20 % des suffrages exprimés, appelait à l'abstention, refusant de choisir entre un candidat de droite Georges Pompidou et un candidat du centre Alain Poher. Le parti communiste ne pouvait choisir entre « *bonnet blanc* » et « *blanc bonnet* ». Lors du second tour de la présidentielle 2002 que l'on

stratégique », *Conférence donnée au Cercle Condorcet*, 5 avril 2017, Le site de Jean-Serge ELOI : js.eloi.free.fr).

peut comparer à celle de 2017 du fait de la présence du Front national on avait assisté à un sursaut de la participation (+ 8,2 points).

Comment expliquer cet écart entre l'intérêt soutenu des français pour cette élection en amont de la campagne et la modération de leur mobilisation électorale ? Au second tour, l'absence d'un candidat de gauche, les consignes peu claires de Jean-Luc Mélenchon au nom de la *France insoumise* peuvent expliquer l'abstention, mais elles ne rendent pas compte de l'abstention au premier tour. Cette atonie de la participation renvoie à un niveau élevé de défiance politique dans le pays ainsi qu'à la mise en cause de la légitimité de la représentation politique encouragée par les affaires politico-judiciaires ayant éclaté tout au long de la campagne. L'installation d'un climat délétère en générant indifférence, voire mécontentement a pu également affaiblir la volonté des électeurs de participer au scrutin.

On pouvait cependant mettre en évidence certains signaux de désaffection électorale, identifiables en amont de l'élection. À un an de l'élection, soit en décembre 2016, seuls 71 % des électeurs du panel du CEVIPOF se montraient tout à fait certains d'aller voter alors que pour l'élection de 2012 la proportion était de 80 % à une échéance semblable donc novembre 2011. Le paradoxe veut que malgré une campagne pleine de rebondissements, de revirements et de suspens, malgré l'intérêt que les français ont porté à cette élection leur participation est restée modérée. Plus de 80 % d'entre eux ont jugé la campagne décevante et ne permettant pas de solutions aux problèmes des français. Les abstentionnistes sont au nombre de 10 millions de personnes au premier tour, soit plus que le nombre de ceux qui ont voté pour Emmanuel Macron. Au second tour, plus de 12 millions de personnes ne se sont pas déplacées pour voter soit plus que le nombre de ceux ayant voté pour Marine Le Pen. Qui sont les abstentionnistes, quelles sont leurs caractéristiques sociales ?

2. Caractéristiques sociales des abstentionnistes

La structure sociodémographique de l'abstention est restée à peu près la même qu'en 2012. Une fois de plus, les jeunes ont boudé les urnes : 29 % des 18-24 ans, 28 % des 25-34 ans, retrait moins prononcé cependant que lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Force est de constater une fracture civique qui scinde le corps électoral : les jeunes sont plus souvent abstentionnistes et électeurs intermittents que les plus âgés qui votent de manière plus systématique.

Le niveau de diplôme peut entraîner des écarts de participation. Les jeunes peu ou pas diplômés ne sont cependant pas les seuls à s'abstenir. En 2017, comme en 2012 un gros tiers des étudiants n'a pas participé à l'élection. Un électeur sur cinq (19 %), disposant d'un niveau de diplôme

supérieur à bac + 3 s'est abstenu, dans une moindre mesure que les électeurs peu ou pas diplômés (25 %) mais l'écart n'apparaît pas démesuré.

On ne remarque pas d'effet de genre. On constate depuis plusieurs décennies un alignement de la participation électorale des femmes sur celle des hommes. En revanche, la participation électorale varie selon le milieu socio-professionnel et socio-économique. Les catégories populaires, ouvriers (29 %) et employés (29 %), se sont plus abstenues que les professions intermédiaires (22%) mais aussi que les cadres et professions intellectuelles supérieures (21 %). De plus, la participation apparaît directement liée au niveau de revenu : le taux d'abstention est de 30 % chez les personnes qui gagnent moins de 1300 € par mois alors qu'il n'est que de 16 % chez celles qui gagnent plus de 3000 € par mois. Par ailleurs, 27 % des chômeurs se sont abstenus.

La mobilisation électorale varie en fonction des territoires considérés. L'ouest et le sud-ouest ont davantage voté que les autres régions. La Corse est celle qui a le moins voté. Les régions en proie à la désindustrialisation (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine) ont connu des taux d'abstention élevés de même que certains territoires de l'agglomération parisienne comme la Seine-Saint-Denis.

Des facteurs politiques viennent s'ajouter à ces différences de nature sociologiques. Les électeurs de gauche se sont moins mobilisés que les électeurs de droite. Le deuxième tour a vu la participation électorale décrocher révélant le trouble d'une partie de l'électorat. Un quart des électeurs de Benoît Hamon et de François Fillon se sont abstenus, mais les plus abstentionnistes furent les électeurs de Jean-Luc Mélenchon. Les électeurs de Marine Le Pen du premier tour se sont abstenus dans une proportion d'un sur dix au deuxième tour. Le décrochage semble le fait d'un électorat politisé qui, non satisfait de l'offre politique, se retire volontairement du jeu électoral d'un tour à l'autre.

3. Une mobilisation négative : le vote blanc

Le vote blanc a concerné une frange significative de l'électorat témoignant ainsi d'une « *mobilisation négative* ». Au premier tour, le vote blanc représente 2 % des inscrits et 2,6 % des votants, soit une proportion supérieure à la moyenne calculée sur les neufs premiers tours présidentiels précédents. Ces taux sont supérieurs à ceux des premiers tours de 2012 et 2007, mais néanmoins inférieurs à ceux de 2002.

En revanche, le nombre de bulletins blancs bat un record au deuxième tour, 8,6 % des inscrits, 11,5 % des votants. On retrouve la dimension protestataire du vote blanc semblable à la réponse abstentionniste. Il est par exemple plus marqué dans l'électorat de Jean-Luc Mélenchon. La carte du

vote blanc révèle même une étroite corrélation avec celle du vote Mélenchon.

Un quart des électeurs a pu hésiter à voter blanc. Les électors de gauche, dans leur diversité, ont plus été tentés par ce comportement électoral que ceux de la droite ou du centre. Il ne s'agit pas là d'un indice de dépolitisation car cette hésitation a concerné aussi bien des électeurs déclarant s'intéresser à la politique que des électeurs désintéressés. Le sud-ouest, caractérisé par une forte implantation du candidat de la France insoumise, a compté le plus de votes blancs ou nuls. Cette corrélation est particulièrement visible en Creuse, Corrèze ou Ariège.

4. Les législatives confirment la tendance

Il était attendu que la forte abstention des présidentielles se prolonge aux législatives. Depuis l'inversion du calendrier électoral de 2002, les législatives confirment le choix des présidentielles en donnant une majorité au nouveau président. Les électeurs peuvent donc avoir le sentiment que les « *jeux sont faits* ».

Certains électeurs entendaient donner comme sens à leur vote l'intention d'obliger le nouveau président à cohabiter avec l'opposition, mais ce souhait, loin d'être général, n'a pas suscité une véritable mobilisation car plus de la moitié du corps électoral a boudé les urnes. On note un taux d'abstention record au premier tour (51,3 %) de même qu'au second tour (57,3 %). Comme pour la présidentielle, l'abstention progresse entre les deux tours.

Les jeunes sont davantage concernés par la démobilisation que les plus âgés de même que les catégories populaires. Les électors les plus contestataires, ceux de la France insoumise et du Front national n'ont pas été épargnés par l'abstention, ils forment à eux deux les deux tiers des abstentionnistes du premier tour des législatives.

Parmi les explications avancées, on peut évoquer une certaine lassitude du corps électoral appelé pour la cinquième fois aux urnes depuis trois ans. Malgré le renouveau politique qu'a constitué la victoire d'Emmanuel Macron la défiance des Français à l'égard du politique s'est maintenue et a pu s'exprimer dans l'abstention aux législatives. Les abstentionnistes avancent comme raisons du décrochage le désintéressement mais aussi le mécontentement et la volonté de protester. De façon minoritaire les raisons de l'abstention tiennent au fait que les jeux ont été faits lors de l'élection présidentielle.

La disruption à l'œuvre lors des scrutins, présidentiel comme législatif, tient au niveau record des abstentions. Les codes habituels du vieux monde ont été cassés dans la mesure où une part significative du corps

électoral n'a pas participé au jeu politique. La « *destruction créatrice* » n'a pas concerné la seule participation électorale. La gauche et la droite qui alternaient au pouvoir depuis 1981 ont éclaté.

II. L'ÉCLATEMENT DE LA GAUCHE ET DE LA DROITE

Cet éclatement est celui de la gauche socialiste, marginalisée au regard du faible score réalisé par son candidat Benoît Hamon. L'éclatement de la droite s'est manifesté par le naufrage de François Fillon.

A. LE BOULEVERSEMENT DES « CONVENTIONS » POLITIQUES À GAUCHE

À gauche, la disruption a marginalisé le parti socialiste, devenu grand parti de gouvernement au début des années 1980. La déconvenue est spectaculaire d'autant plus que, pour la première fois depuis les présidentielles de 1969 (et les législatives de 1973), la gauche radicale, incarnée jusqu'alors par le parti communiste, a devancé à travers la personne de Jean-Luc Mélenchon la gauche de gouvernement.

1. La gauche socialiste marginalisée³

Les derniers mois du quinquennat de François Hollande ont été marqués par son renoncement à briguer un deuxième mandat tant les jugements des français à l'égard de son action politique étaient négatifs. Contre toute attente c'est Benoît Hamon qui, en tête de la primaire de la gauche au soir du premier tour, distance largement Manuel Valls lors du deuxième tour. Il s'agit donc d'une victoire de la gauche du parti socialiste. Elle est très mal acceptée tant par le gouvernement que par les députés socialistes. Les frondeurs, qui s'étaient montrés très critiques lors de l'examen des projets de loi gouvernementaux (notamment lors des débats sur la loi Travail), ont gagné devant les sympathisants socialistes.

La victoire de Benoît Hamon le fait bondir dans les sondages, crédité de 15 à 18 % des intentions de vote alors que jusque-là il ne se situait qu'à 8 ou 9 %. Son image est bonne, il est considéré comme honnête et sympathique mais manquant toutefois d'expérience et d'étoffe pour faire un président. Le ralliement du candidat écologiste Yannick Jadot ne provoque pas de dynamique importante des intentions de vote.

³ -Pierre Bréchon, « Un vote socialiste résiduel siphonné par sa droite et sa gauche » in Pascal Perrineau, *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

Le programme de Benoît Hamon, en proposant le développement des services publics, la création d'un revenu universel, des mesures en faveur de la transition écologique, la lutte contre l'évasion fiscale, la démocratisation des institutions avec le référendum d'initiative citoyenne, affiche une sensibilité clairement de gauche. Un nombre important d'élus socialistes font alors défaut, évoquant outre le manque de perspectives de financement d'un tel programme, sa faible crédibilité, et annoncent leur intention de se rallier à Emmanuel Macron, dès le premier tour.

Le désaveu de responsables socialistes va s'accompagner d'une baisse des soutiens dans l'opinion sans que l'on puisse déterminer lequel des deux est la cause de l'autre. La baisse des intentions de vote en faveur de Benoît Hamon est régulière depuis la mi-mars. Au premier tour il ne recueillera que 6,4 % des suffrages exprimés, arrivant en une humiliante cinquième position pour le candidat d'un grand parti de gouvernement depuis quarante ans.

Quelle est la sociologie du vote Hamon ? Les écarts entre les différents groupes ne sont pas spectaculaires du fait qu'ils portent sur une faible fraction de l'électorat. Le vote Hamon apparaît largement féminin : 63 % de femmes contre 37 % d'hommes. Plus fréquent chez les plus jeunes, un peu moins chez les plus âgés, le vote socialiste est corrélé au niveau de diplôme : les plus diplômés votent plus souvent Hamon que les personnes sans bagage scolaire.

Si l'on considère le groupe socioprofessionnel, c'est parmi les classes moyennes que le vote Hamon résiste le mieux alors qu'il est minimal chez les ouvriers, il est plus courant en bas de l'échelle des revenus qu'en haut, dans le secteur public que dans le privé. On doit noter le niveau relativement élevé de ce vote chez les chômeurs, les salariés à temps partiel et en contrat à durée déterminée. Sans doute faut-il y voir un effet de la proposition par le candidat d'un revenu universel d'existence. Enfin les sans religion restent plus favorables au candidat socialiste que les pratiquants.

Au premier tour, seuls 15 % des électeurs du candidat socialiste de 2012 ont voté en faveur de celui de 2017 alors que presque la moitié a préféré Emmanuel Macron et un quart Jean-Luc Mélenchon. L'électorat Hamon est résiduel et, dans son choix, la volonté de réduire les inégalités, les mesures concernant la santé et la retraite, l'environnement et l'éducation ont beaucoup compté. Au contraire des enjeux comme la lutte contre le terrorisme, la sécurité, l'immigration, la dette et les déficits sont moins présents.

Quelle est la géographie du vote Hamon ? L'examen de la carte du vote Hamon fait apparaître quelques zones de moindre faiblesse : le Finistère (10,9 %), la Bretagne (9%) ou Paris (10,2 %). On peut ajouter une région où le parti socialiste était bien implanté, le sud-ouest. À l'inverse les points faibles du vote Hamon sont des terres de droite (3,4 % dans le Var et 3,6

% dans les Alpes-Maritimes). Toutefois aucun territoire n'a échappé aux pertes électorales du parti socialiste.

La géographie socialiste est en forte opposition avec celle du Front National. On constate que l'électorat d'Emmanuel Macron provient largement de zones traditionnellement socialistes. La France insoumise a également attiré de nombreux électeurs dans les circonscriptions « *à forte tonalité socialiste* ».⁴ On ne note aucune relation entre le vote Hamon et l'abstention ce qui indique que l'électorat traditionnel du parti socialiste s'est déporté sur sa droite (Macron) et sur sa gauche (Mélenchon) sans se réfugier dans l'abstention.

2. Mélenchon en tête de la gauche. Vainqueur « caché » de l'élection présidentielle ?⁵

Jean-Luc Mélenchon est entré très tôt en campagne, il se déclare en effet dès le mois de février 2016, refuse de se soumettre à une primaire et indique son indépendance à l'égard du *Parti communiste* et du *Front de Gauche* qu'il avait contribué à fonder lors des élections européennes de 2009 et qui l'avaient soutenu lors de la présidentielle de 2012. En juillet 2016, il annonce la fin de cette coalition et fonde la *France insoumise*.

Le contexte, la gauche de gouvernement est dans un grand état de délabrement, il règne une atmosphère de « *dégagisme* » et la campagne très réussie qu'il a conduite selon tous les observateurs de la vie politique explique le score de Jean-Luc Mélenchon. Ses éléments de langage, les thèmes abordés, la forme des meetings, sa présence sur les réseaux sociaux vont marquer la présidentielle. Tout en cultivant un style oratoire flamboyant, le candidat de la *France insoumise* apparaît moins agressif qu'en 2012, notamment à l'égard de la presse.

Il parviendra à reprendre l'avantage dans les intentions de vote sur Benoît Hamon que ce dernier avait conquis au lendemain de sa victoire dans les primaires. À compter de la mi-mars, il devance Benoît Hamon dans les intentions de vote devant les difficultés de ce dernier à articuler un programme prenant ses distances avec la politique menée par François Hollande tout en restant dans l'Union européenne. La pression que Benoît Hamon avait voulu exercer sur Jean-Luc Mélenchon, du temps où les sondages lui donnaient l'avantage, en lui suggérant de se retirer, s'est finalement retournée contre lui. En fin de campagne, l'utilité de la candidature

⁴ - Pierre Bréchon, *op cit.*

⁵ - Bruno Cautrès, « Mélenchon vainqueur caché de la présidentielle » in Pascal Perrineau, *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

socialiste se pose en effet tant les intentions de vote affichent un score qui ne dépassera pas 10 %.

L'Europe occupe une place importante dans le programme de Jean-Luc Mélenchon : refus du Traité de libre-échange transatlantique (TAFTA) et de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (CETA), remise en cause du Pacte de stabilité qui encadre les déficits européens, politique d'harmonisation fiscale et sociale « *par le haut* » dans toute l'Union européenne et inscription d'une clause de « *non régression des droits sociaux* », refondation démocratique de l'Europe. Ces propositions relèvent du protectionnisme, un « *protectionnisme solidaire* ». Le programme économique de Mélenchon promet la suppression de la loi Travail, dite loi El Khomri, du nom de la ministre qui l'a portée. Le programme comporte des propositions très fortes comme le « *droit de révocation* » par les citoyens d'un élu qui n'aurait pas tenu ses promesses.

Au premier tour Jean-Luc Mélenchon a pratiquement atteint les 20 % (19,58 %) quasiment *ex aequo* avec François Fillon pour la troisième place. Ils ne sont séparés que d'un peu plus de 150 000 voix. Jean-Luc Mélenchon a remporté la bataille pour la première place à gauche. Le candidat de la France insoumise a reçu plus de 70% du vote de gauche exprimé au premier tour. Par rapport à 2012, la progression du vote Mélenchon est spectaculaire avec un score multiplié par 1,7, soit trois millions de voix supplémentaires. Il compte le nombre de voix le plus élevé obtenu par un candidat de la gauche non socialiste à une présidentielle sous la Cinquième. Jamais un candidat de la gauche non socialiste n'avait devancé, depuis Jacques Duclos (PCF), largement arrivé devant Gaston Defferre en 1969, un candidat socialiste à une élection présidentielle sous la Cinquième République.

Quelle est la géographie électorale du vote Mélenchon, quelles structures territoriales ont porté la dynamique de ce vote ? Le vote Mélenchon s'est logé dans les structures antérieures du vote communiste. En l'absence de candidat présenté par le PCF, le vote communiste s'est porté sur Mélenchon. Ce dernier a également reçu des suffrages socialistes. Ses scores sont fortement corrélés aux votes Hollande de 2012 et Royal de 2007. L'ancrage territorial de gauche du vote Mélenchon en 2017 est toujours négativement corrélé avec les votes Fillon, Dupont-Aignan, Le Pen et positivement corrélé avec les votes Hamon et, dans une moindre mesure, Poutou. La géographie du candidat de la *France insoumise* s'oppose plus nettement à la droite qu'à l'extrême droite. Il fédère des électeurs et des territoires communistes mais aussi de la « *gauche de la gauche* ».

Quelles sont maintenant les caractéristiques sociales des électeurs de Mélenchon ? Ils présentent trois caractéristiques. La première tient à une forte présence chez les jeunes et chez ceux qui votent pour la première fois. Dans ces deux groupes, le niveau atteint par le vote Mélenchon est

supérieur de presque 10 points à sa moyenne nationale. Deuxième caractéristique du vote Mélenchon, un ancrage populaire plus affirmé qu'en 2012. Le candidat obtient chez les ouvriers un score supérieur à sa moyenne nationale mais chez les employés moins que sa moyenne nationale. Si Jean-Luc Mélenchon continue à attirer les salariés du secteur public, il obtient son meilleur score chez les ouvriers spécialisés du secteur privé. Troisième caractéristique : son ancrage parmi les catégories socialement ou professionnellement fragiles, chômeurs, salariés en CDD ou en contrats précaires, temps partiels. Néanmoins le vote de ces catégories populaires s'est davantage porté sur Marine Le Pen.

La personnalité de Jean-Luc Mélenchon a marqué cette campagne des présidentielles, même si le score obtenu ne s'est pas montré à la hauteur de ses espérances. En donnant l'impression d'être mauvais perdant, en n'appelant pas clairement à voter pour Emmanuel Macron, il a donné le sentiment de dilapider son capital électoral. D'ailleurs *La France insoumise* a obtenu un nombre de députés (17) inférieur à ce que laissait présager la dynamique présidentielle. Malgré cela, Jean-Luc Mélenchon peut apparaître comme l'un des « *vainqueurs cachés* » de la présidentielle. Son score est important bien qu'à ses yeux décevant, les députés de *La France insoumise* entendent se montrer à l'Assemblée comme la composante la plus active dans l'opposition à Emmanuel Macron. L'avenir dira si Jean-Luc Mélenchon a réussi à inverser la patiente construction politique de François Mitterrand entreprise depuis le congrès d'Épinay en 1971 et qui consistait à faire du parti socialiste le pivot d'un rassemblement de la gauche. Le courant néo-communiste de Jean-Luc Mélenchon peut-il durablement repasser devant le courant socialiste ? Pourra-t-il montrer que son non appel à voter Macron au deuxième tour lui confère la légitimité de principal opposant ?

B. LE NAUFRAGE DE FILLON À DROITE ⁶

Force est de constater que la campagne de François Fillon s'apparente à un naufrage progressif et inéluctable en raison des péripéties du « *Penelope Gate* ». Tout avait pourtant bien commencé pour François Fillon lors de l'élection primaire de la droite qui fut un réel succès de participation. Au terme de la campagne comment expliquer que, pour la première fois depuis les débuts de la Cinquième République, la droite ne soit

⁶ - Ce développement s'appuie sur la contribution de Martial Foucault et Flora Chanvril-Ligneel, « Le vote François Fillon, autopsie d'un naufrage » in Pascal Perrineau, *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

pas parvenue à qualifier son candidat pour le second tour de l'élection présidentielle ? Pour quelles raisons certains électeurs partisans des Républicains ont-ils privilégié d'autres choix ?

1. Du triomphe à la défaite

Lors des élections primaires, François Fillon entendait se démarquer de ses deux rivaux Nicolas Sarkozy et Alain Juppé qui avaient eu maille à partir avec la justice. Il voulait incarner un gaullisme libéral sur le plan économique, conservateur sur le plan culturel et irréprochable sur le terrain de la morale. C'est ainsi qu'il avait pu déclarer, le 30 août 2016, dans l'une des premières réunions publiques de sa campagne des primaires : « *avoir une haute idée de la politique signifie que ceux qui briguent la confiance des français doivent en être dignes. Ceux qui ne respectent pas les lois de la République ne devraient pas pouvoir se présenter devant les électeurs. Il ne sert à rien de parler d'autorité quand on n'est pas soi-même irréprochable. Qui imagine le général De Gaulle mis en examen ?* ».

En remportant les primaires de la droite François Fillon débutait une tentative de reconstruction de son image ternie par sa période de Premier Ministre de Nicolas Sarkozy mais aussi par la rivalité désastreuse qui l'opposa à Jean-François Copé dans la conquête de la direction de l'UMP. Mise sur pieds pour achever la mue d'un parti organisé selon une logique de verticalité du pouvoir, la primaire instaura une véritable guerre des chefs opposant un ancien président de la République à deux anciens premiers ministres.

Au soir du premier tour de l'élection présidentielle, François Fillon obtient un peu plus de 7,2 millions de voix, soit 20,01 % des suffrages exprimés et 15,16 % des inscrits. Ce score est l'un des plus faibles de la Cinquième République. Seul Jacques Chirac avait fait plus mal en recueillant moins de suffrages en 1988, 1995 et 2002 tout en ayant fini par être élu Président en 1995 et 2002. En l'espace de cinq ans, le candidat de la droite a perdu près de 2,5 millions d'électeurs. Les vicissitudes de la campagne et du « *Penelope Gate* » ont joué un rôle décisif dans le naufrage. Cependant l'électorat de droite s'est transformé tant du point de vue géographique que sociologique.

2. Géographie du vote Fillon

L'évolution géographique du vote entre 2012 et 2017 ne s'inscrit pas dans la continuité des phénomènes observés entre 2007 et 2012. Les pertes observées au premier tour de 2017 sont d'une plus forte intensité que celles enregistrées entre 2007 et 2012. Sur la France entière, - 7,2

points de pourcentage entre Nicolas Sarkozy et François Fillon contre - 4 points entre 2007 et 2012.

Au niveau départemental les 25 % des pertes les plus fortes pour la période 2012-2017 touche des terres qui avaient plutôt bien résisté entre 2007 et 2012. Entre 2012 et 2017, une partie de l'effondrement qui se situe dans le grand quart nord-est de la France et dans les zones périurbaines notamment en Île de France s'articule avec une partie du vote Front national. Les autres plus fortes baisses se trouvent dans le Sud-est.

Au total 19 des 24 départements qui ont vu la droite reculer de manière massive correspondent à des départements où Marine Le Pen est arrivée en tête le soir du premier tour. Parmi les cinq départements restants, quatre (Gironde, Seine et Marne, Isère, Val-d'Oise) ont donné l'avantage à Emmanuel Macron. La droite a donc souffert d'une compétition directe avec le Front national dans des territoires acquis autrefois à la droite.

3. *Sociologie du vote Fillon*

En 2017, l'électorat de droite est plus âgé et plus diplômé qu'en 2012 et 2007, il est aussi plus riche qu'en 2012. En termes de vote de classe, François Fillon a perdu du terrain par rapport à 2007 auprès de l'électorat populaire (employés et ouvriers). Inversement, il progresse auprès des retraités. Les suffrages des agents de la fonction publique se sont détournés du vote Fillon. Sans doute faut-il voir dans ces évolutions les effets du positionnement très libéral, au plan économique, de François Fillon et de ses déclarations sur la réduction du nombre de fonctionnaires, 500 000 à l'horizon 2022.

En ce qui concerne les caractéristiques religieuses de cet électorat, on remarque que les catholiques pratiquants sont plus nombreux par rapport à 2012 et 2007 alors que les non pratiquants sont, au contraire moins nombreux. Il faut noter que les convictions catholiques de François Fillon sont plus clairement affirmées que celle de l'ensemble de ses prédécesseurs depuis Georges Pompidou. L'influence de la religion sur le comportement électoral est l'une des régularités statistiques les plus robustes en sociologie électorale.

Le conservatisme culturel de François Fillon a attiré la bourgeoisie provinciale, les catholiques pratiquants, les habitants de communes rurales, les électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012, sans que ce positionnement en termes de valeurs ne lui permette de compenser les effets d'une image ternie par les révélations du « *Pénélope Gate* ». François Fillon n'est pas parvenu à susciter un vote d'adhésion sur sa personnalité au cours de la campagne et s'est donc heurté à un plafond de sympathie qui l'empêcha de convaincre les électeurs de droite indécis jusqu'au bout de la campagne.

Les raisons de la défaite tiennent à une dynamique du décrochage. En analysant les trajectoires de l'électorat de François Fillon, il est possible d'établir le profil sociologique des groupes d'électeurs perdus, fidèles ou gagnés par François Fillon. Le premier groupe, celui des *décrocheurs*, se compose des électeurs qui déclaraient voter François Fillon en janvier 2017 mais l'ont abandonné par la suite. Le deuxième groupe est celui des *fidèles* pour lesquels on ne doit noter aucun changement de vote entre janvier et avril. Enfin les *ralliés* comprennent les électeurs qui déclaraient ne pas avoir l'intention de voter François Fillon en janvier mais qui l'ont finalement choisi le jour du scrutin.

Les *décrocheurs* se répartissent vers des électorats de sensibilités politiques différentes. Le vote de la première moitié (16 % du potentiel fillo-niste de janvier) s'est porté sur Emmanuel Macron alors que la seconde moitié (15 % du potentiel initial) a rejoint Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ou d'autres candidats de droite. Le deuxième groupe, celui des *fidèles* (67 % de l'électorat potentiel), se composait d'électeurs comptant toujours voter Fillon à la veille du premier tour de scrutin. Enfin, le troisième groupe composé de *ralliés* (15 % du potentiel) accueille des électeurs qui envisageaient d'accorder initialement leur suffrage à Marine Le Pen (8 % du potentiel à la veille du premier tour) pour plus de la moitié d'entre eux et à Emmanuel Macron (5 % du potentiel).

Quel est alors le profil sociologique des électeurs perdus, fidèles et gagnés par François Fillon ? Les décrocheurs sont plus jeunes que les fidèles, ils sont aussi plus souvent employés ou ouvriers. Ils disposent d'un revenu moins élevé, affichent une pratique religieuse plus faible que les fidèles et sont plus souvent sans religion. À la différence des décrocheurs les ralliés sont moins diplômés, moins souvent employés mais comme les décrocheurs ils sont souvent plus pauvres et sans religion que les électeurs fidèles.

Sur une échelle de positionnement gauche-droite, les *fidèles* se situent clairement à droite alors que les *décrocheurs* sont plus proches du centre-droit et du centre. Les *ralliés* présentent des similitudes avec les fidèles du fait de positionnements de droite, voire d'extrême-droite, affichant ainsi une certaine proximité avec le Front national.

III. LE REFUS DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE

Le clivage gauche/droite, hérité de la Révolution française, a structuré pendant des années et des années le comportement électoral. Il semblait cependant, malgré son affaiblissement, résister au déclin. En 2002, en France, la proportion de personnes interrogées acceptant de se positionner sur une échelle gauche-droite est en baisse par rapport aux élections de 1988 et 1995, mais elle reste supérieure à celle observée en 1964. Le

désalignement partisan serait le fait des cohortes de jeunes électeurs. Marine Le Pen et Emmanuel Macron vont faire campagne sur le refus du clivage en question, chacun à sa manière. Quand elle présente à la presse son logo de campagne, une rose bleue, la candidate du Front national fait preuve de syncrétisme politique en déclarant : « *Certains (...) verront dans la rose le symbole de la gauche et dans la couleur bleue, celui de la droite, cette vision des choses n'est pas pour me déplaire* ». Le clivage n'est plus entre droite et gauche, mais entre « *patriotes* » et « *mondialistes* ». Quant à Emmanuel Macron, son « *en même temps* » renvoie à des politiques « *et de droite et de gauche* ». Dans les deux cas cela revient à nier la pertinence du clivage. Marine Le Pen n'obtiendra pas les résultats escomptés. Quant à Emmanuel Macron, il essaiera de manière contradictoire de marier gauche et droite le temps d'une campagne.

A. LE PEN, UNE AMBITION CONTRARIÉE ⁷

L'ambition de Marine Le Pen était, non seulement d'améliorer son score de 2012, mais encore de prendre la première place pour créer une dynamique en sa faveur lors du deuxième tour. Son ambition était confortée par le fait que, pendant de longs mois, les Instituts de sondage avaient annoncé la candidate du *Front national* en tête avec un niveau d'intentions de vote situé entre 22 % et 29 %. Les listes électorales du *Front national* avaient réalisé des scores flatteurs et de très fortes dynamiques électorales lors des élections intermédiaires : européennes de 2014 par rapport à celles de 2009, régionales de 2015 par rapport à celles de 2010, départementales de 2015 par rapport aux cantonales de 2011. Les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances et il est possible d'évoquer une ambition contrariée.

1. Un contexte favorable et pourtant une campagne difficile

Le contexte s'avérait favorable au Front national et aux thèmes dont il est porteur depuis longtemps dans le débat public. La crise des migrants s'est aggravée depuis 2015. L'année suivante elle battait son plein. En 2016 toujours, le terrorisme islamique a frappé le pays sur son sol. De plus, l'élection de Donald Trump en novembre 2016 a montré qu'un candidat

⁷ - Ce développement s'appuie principalement, bien que non exclusivement, sur la contribution de Pascal Perrineau « Marine Le Pen au premier tour : la puissance d'une dynamique, l'échec d'une ambition » à l'ouvrage collectif qu'il a dirigé *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

populiste pouvait gagner une présidentielle dans un grand pays démocratique. Enfin, les élections intermédiaires ont été favorables à un Front national qui n'a jamais été aussi haut dans les sondages.

Marine Le Pen entre en campagne alors que 56 % des électeurs considèrent que le FN représente un danger pour la démocratie. Les succès électoraux du FN ont contribué à réveiller ces craintes. La candidate tente alors de prolonger la stratégie de dédramatisation de son parti et de son nom en déclarant que l'heure était à l'apaisement et qu'il y avait un travail de réconciliation à mener. C'est avec ces éléments de langage qu'elle entre en campagne.

Les premiers temps de la campagne sont marqués par les nombreuses difficultés auxquelles doit faire face le FN. Il est rattrapé par les affaires : elles concernent Jeanne, sa structure financière liée au parti, et les assistants parlementaires des députés européens. L'Office européen de lutte anti-fraude avait déjà réclamé en octobre 2016 le remboursement de 399 000 euros.

Marine Le Pen dévoile son projet présidentiel en prenant 144 engagements. Parmi eux, la promesse de tenir deux référendums, l'un sur la « *priorité nationale* », l'autre sur la récupération, après négociation avec l'Union Européenne de quatre souverainetés (budgétaire, législative, territoriale, monétaire). On y trouve également la suppression du droit du sol, la priorité à accorder aux français dans l'attribution d'un logement social, la suppression de l'aide médicale d'État, la réduction à 10 000 personnes du solde annuel de l'immigration. Une large place est accordée aux mesures sociales : suppression de la directive relative aux travailleurs détachés, maintien de l'ISF, retraite à 60 ans pour quarante annuités de cotisations, retrait de la loi Travail, maintien des 35 heures, protectionnisme « *intelligent* », sortie de l'euro et rétablissement d'une monnaie nationale, etc.

La teneur de la campagne ne parvient cependant pas à convaincre les électeurs qui la juge décevante, voire ratée. En tout cas, elle ne permet pas de débattre de solutions aux problèmes des Français. Dans le premier débat entre les cinq principaux candidats, elle est dominée par Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. Elle n'améliorera pas sa situation dans le débat mettant en présence tous les candidats. Dans la dernière vague de *L'Enquête électorale française 2017*, elle perd plus de quatre points par rapport au début du mois de mars. Sur une plus longue période, par rapport à septembre 2016, la perte s'élève entre 6 et 7 points. Cette érosion des intentions de vote s'est faite au profit de François Fillon et, dans une moindre mesure, de Jean-Luc Mélenchon et d'Emmanuel Macron. Elle semble avoir concerné les derniers ralliés appartenant à des milieux de classe moyenne. Le score de la candidate atteint, malgré tout, un niveau élevé au premier tour et qui lui permet de se qualifier pour le second.

Au soir de ce premier tour donc, elle rassemble sur son nom plus de 7,5 millions de voix (7 678 491 voix plus exactement) soit un gain de 3,4 % par rapport à 2012. Le plafond des voix du FN n'avait jamais atteint 7 millions de voix et en ce printemps 2017, il est largement dépassé. L'ambition de Marine Le Pen, se qualifier pour le second tour et terminer à la première place au premier apparaît contrarié malgré un nombre de suffrages en nette augmentation. La dynamique du vote Le Pen n'a pas concerné de la même façon les différents territoires du pays.

2. Géographie et sociologie du vote Le Pen

La dynamique territoriale de ce vote n'est pas uniforme. Certaines terres cèdent plus facilement que d'autres. Les zones fortes de Marine le Pen sont à l'est, sauf exceptions, d'une ligne Le Havre-Perpignan. La dynamique est très forte de l'Eure à la Meurthe-et-Moselle et aux Vosges en passant par les Hauts de France, l'ancienne Champagne-Ardenne et le nord de la Bourgogne. À l'inverse, les territoires de la région parisienne, de l'ouest du massif central jusqu'au nord de l'Occitanie, résistent au vote Le Pen. Les bastions du nord ne cessent de se renforcer alors que ceux du sud marquent le pas.

La France de la plus forte dynamique électorale de Marine Le Pen est composée de départements où les ouvriers et les employés (deux catégories peu qualifiées) sont nombreux. Leurs enfants ont de faibles chances d'ascension sociale. C'est sur ce terrain social d'inquiétudes et de souffrances des milieux populaires sans perspectives d'avenir que le vote Le Pen a pu prospérer : Aisne, Ardenne, Haute-Marne, Pas de Calais, Somme, Vosges. Cette France populaire et pessimiste s'oppose à une France plus « *col blanc* » et plus optimiste bien représentée dans l'électorat d'Emmanuel Macron.

Le vote lepéniste apparaît de plus en plus lié à certains territoires dont la sociologie fait apparaître un cadre favorable à la pénétration des idées du FN. Sur ces terres, la dynamique frontiste s'abreuve auprès de plusieurs courants de droite, de gauche et d'ailleurs. La droite perd le plus, par rapport à 2012, dans les départements où les scores frontistes sont les plus élevés, où le vote Macron est le plus contenu ainsi que celui pour la « *gauche de la gauche* ».

On a aussi l'impression que plusieurs candidats anti-système se disputent les voix des électeurs qui protestent contre le système social et politique dominant. Emmanuel Macron a capté ces voix sur les terres urbaines, Jean-Luc Mélenchon les a recueillies sur les vieilles terres populaires de gauche communiste ainsi que dans les banlieues. Quant à Marine Le Pen elle a pénétré les terres de la périphérie abandonnée et des vieux

bastions industriels victimes de la désindustrialisation. Sur ces terres, le vote Le Pen apparaît comme le grondement de la France périphérique. La comparaison des seconds choix des électeurs lepénistes à quelques jours de l'échéance présidentielle montrait la concurrence entre les formes de protestation : 28 % des seconds choix des électeurs lepénistes se dirigeaient vers Jean-Luc Mélenchon, 20% vers Emmanuel Macron. Seuls 16 % avançaient comme second choix le vote pour François Fillon.

De manière plus strictement sociologique, la dynamique électorale de Marine Le Pen est particulièrement forte chez les jeunes (+ 4 points), chez les ouvriers (+ 4 points) mais encore chez les agriculteurs (+15), et aussi chez les personnes en bas de la hiérarchie des diplômes (+ 11 chez les sans-diplôme ainsi que chez les titulaires du seul baccalauréat). Marine Le Pen a renforcé son emprise sur la « *France d'en bas* ». Sa tentative pour rallier des milieux réticents à lui accorder leurs suffrages n'a pas été couronnée de succès. Elle ne franchit la barre des 30 % que chez les ouvriers, les chômeurs, les personnes sans-diplôme ou avec le seul certificat d'études, ainsi que chez les électeurs aux revenus les plus faibles.

Cette absence de surface sociale a cantonné, voire enfermé Marine Le Pen dans une position tribunicienne censée porter la parole du peuple mais qui a aggravé son déficit de gouvernementalité, ce bien avant le débat de l'entre-deux-tours où sa prestation catastrophique a fini de convaincre de son incapacité à gouverner. La continuité du vote frontiste reste forte depuis les origines et Marine Le Pen apparaît comme la candidate d'un mouvement à enjeu sinon unique du moins dominant, l'immigration.

B. EMMANUEL MACRON, UN OXYMORE POLITIQUE ? ⁸

Le fameux « *en même temps* » d'Emmanuel Macon ne suffit pas à faire de lui un « *oxymore politique* », c'est-à-dire un objet ayant des qualités contradictoires. Classique et numérique, la campagne qu'il mène est transgressive en renvoyant à plusieurs héritages politiques. Son élection est le produit d'un vote de conviction mais aussi d'un vote par défaut, elle est le fait d'un électorat de « *gauche et de droite* », dont la géographie relève du syncrétisme et dont la sociologie en fait un électorat « *attrape tout* ».

1. La conjugaison de cinq évènements

Emmanuel Macron n'aurait pas connu le succès en rassemblant sur son nom plus de 8,5 millions de voix (très exactement 8 656 346 soit 24,01

⁸ - Sylvie Strudel, « Emmanuel Macron : un oxymore politique » in Pascal Perrineau, *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législative de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

% des suffrages exprimés) si ne s'étaient pas conjugués cinq événements : la victoire de François Fillon aux élections primaires de la droite, le renoncement de François Hollande à une nouvelle candidature, l'ouverture fin 2016 par le *Canard enchaîné* de ce qui deviendra l'affaire Fillon début 2017, la victoire de Benoît Hamon à la *Belle Alliance populaire* la primaire de gauche fin janvier, le ralliement de François Bayrou fin février 2017. À ces événements s'ajoute la prophétie des médias et des sondeurs sur la présence de Marine Le Pen au second tour qui a cadré très en amont les anticipations des électeurs.

La publication de *Révolution* en novembre 2016 révèle « *l'armature stratégique et intellectuelle à la fois classique et transgressive* ». ⁹ Il s'agit surtout de l'exposé d'une vision plus que d'un programme. Elle renvoie à un projet qui articule plusieurs héritages politiques. En adoptant une posture d'homme providentiel, il réincarne l'imaginaire gaullien de la « *rencontre d'un homme et d'un peuple* » et réaffirme la nécessité d'une présidence forte et de la « *verticalité du pouvoir politique* ». Il appelle au rassemblement de tous les progressistes. Dénonçant les jeux d'appareils et les clivages d'un autre temps (celui qui oppose la droite et la gauche), il estime nécessaire le dépassement des partis. Il s'inscrit donc dans la tradition de la Cinquième République dont il revendique l'esprit.

En même temps, Emmanuel Macron mobilise des éléments idéologiques de la social-démocratie de manière semblable à la « *troisième voie* » de Tony Blair ou à celle de la « *deuxième gauche* » rocardienne. Il faut une certaine dose de libéralisme (souplesse et flexibilité) pour s'intégrer au mieux dans le marché mondial mais un certain degré de régulation et de protection est néanmoins nécessaire.

2. Une campagne et classique et numérique

Au fil du déroulement de la campagne, on constate une rapide montée du candidat dans les enquêtes d'opinion. Le 1^{er} février un sondage indique pour la première fois la présence d'Emmanuel Macron au deuxième tour face à Marine Le Pen. Les sondages donnaient jusque-là François Fillon présent au deuxième tour. Le 23 mars, un sondage signale, pour la première fois, Emmanuel Macron devant Marine Le Pen dans les intentions de vote du premier tour.

À cette augmentation rapide des intentions de vote en faveur d'Emmanuel Macron répond l'augmentation substantielle du nombre de ses sympathisants dans les meetings qu'il organise : 10 000 au premier meeting de décembre 2016 Porte de Versailles, 20 000, deux fois plus, à celui de Bercy en Avril quelques jours avant le premier tour. À ces formes classiques de mener une campagne (meetings, tractage) seront ajoutées les

⁹ - *Ibid*

technologies modernes de l'information et de la communication pour une campagne 2.0. Les services des « *start-ups* » LMP qui optimise le démarchage électoral grâce au « *big data* » et PROXEM, spécialisée dans l'analyse sémantique, sont mobilisés à la rencontre des marchés. Emmanuel Macron a recours systématiquement à *Facebook* sans pour autant négliger *Twitter* ou *Snapchat*. Il tentera également de compenser son déficit partisan par la recherche d'adoubements à l'étranger (voyages à Londres, Alger, Berlin, Liban) et le ralliement d'un certain nombre de personnalités.

Aux ralliés de la première heure Richard Ferrant, député socialiste du Finistère, Gérard Collomb sénateur-maire socialiste de Lyon, François Patriat, sénateur socialiste de la Côte-d'Or, Christophe Castaner, député-maire socialiste de Forcalquier, se rallieront jusqu'à la veille du premier tour des chiraquiens comme Jean-Paul Delevoye, des centristes comme François Bayrou, des écologistes comme François de Rugy ou Corinne Lepage, des anciens communistes comme Patrick Braouezec, ancien député-maire communiste de Saint-Denis, Robert Hue ancien secrétaire général du PCF. Jean-Yves Le Drian ministre socialiste de la Défense de François Hollande se ralliera également. Ces ralliements viennent aussi bien de la gauche que du centre ou de la droite. De même que les ralliements se sont échelonnés sur toute la durée de la campagne, les intentions de voter Macron ont mûri progressivement.

3. *Un choix et de conviction et par défaut*

La majorité de l'électorat de François Fillon et de Marine Le Pen s'est décidée longtemps à l'avance. Une part importante de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon se détermine au dernier moment. Au contraire, de nombreux électeurs d'Emmanuel Macron fixent leur choix en cours de campagne.

De nombreux électeurs d'Emmanuel Macron choisissent donc pendant la campagne, 39 % d'entre eux contre 25 % pour l'ensemble des personnes interrogées. À la mi-mars, une analyse des probabilités de vote montrait qu'il bénéficiait d'un solide vote captif (59 % des électeurs déclarant leur intention de voter pour lui sans hésiter avec un autre candidat), mais aussi d'une proportion importante de votes incertains (12 %).

Dix jours avant le scrutin, un sondage *IFOP* fait apparaître que 53 % de ceux qui déclarent avoir l'intention de voter Macron reconnaissent qu'il ne s'agit pas d'un candidat correspondant totalement à leurs idées mais qu'il est celui qui le plus de chances d'être élu au second tour. Le choix d'Emmanuel Macron réside plus dans sa capacité à être présent au second tour que dans le projet du candidat. Pour une partie de son électorat Emmanuel Macron comble un vide plutôt qu'il ne répond à une attente.

4. *Un vote et de gauche et de gauche et de droite*

Les électeurs d'Emmanuel Macron sont centraux, mais cependant de tendance gauche. Il va attirer les suffrages de 45,7 % des électeurs de François Hollande en 2012 puis par ordre d'importance, 24, 8 % de l'électorat d'Eva Joly, 11,1 % de celui de Jean-Luc Mélenchon, 39, 8 % de celui de François Bayrou et aussi 16,6 % de celui de Nicolas Sarkozy, mais seulement 3,5 % de l'électorat de Marine Le Pen.

Presque les deux tiers de l'électorat Macron (61,7 %) sont issus des rangs de la gauche. Les électeurs d'Emmanuel Macron représentent la moitié de ceux qui se disent satisfaits de l'action de François Hollande contre 17, 1% des électeurs de Benoît Hamon et 20,5 % de ceux de Jean-Luc Mélenchon.

Quand on les interroge sur leur proximité partisane, 27, 2 % des électeurs d'Emmanuel Macron se déclarent proches du Parti socialiste (alors qu'ils ne sont que 14,9 % à le faire dans l'échantillon total) 31,4 % d'En Marche, 8,2 % du MODEM, 8,7 % des Républicains. 25,2 % se définissent comme n'étant proches d'aucun parti.

Ce profil mixte « *et de gauche et de droite* » d'un électorat Hollande sans le Parti socialiste se constate aussi avec le positionnement sur l'axe gauche-droite : 21, 5 % des électeurs d'Emmanuel Macron se déclarent plutôt à gauche contre 10, 4 % de l'échantillon total, 31,8 % se positionnent au centre contre 19,6 % en moyenne et 14 % se situent à droite contre 9,1 % de l'ensemble des électeurs.

Ces trajectoires et ces positions politiques dont on peut souligner la diversité présentent une fragilité face aux risques de dislocation possible si chacun était tenté de rejoindre sa famille politique d'origine.

5. *Géographie du vote Macron*

La géographie du vote Macron ne se réduit pas à celle du centrisme. Elle révèle une carte inédite par rapport aux précédents scrutins présidentiels. On retrouve les traces du vote démocrate-chrétien dans certains départements du Grand Ouest, du sud du massif central, dans les Pyrénées-Atlantiques (influence de François Bayrou).

À ces territoires démocrates-chrétiens on peut ajouter des terres socialistes come le Lot, le sud de l'Aveyron, le Puy de Dôme, la Haute-Vienne, la Corrèze (influence de Jacques Chirac puis de François Hollande), la Bretagne (influence de Richard Ferrand ou encore de Jean-Yves Le Drian), les zones franciliennes et grenobloises de la « *deuxième gauche* ».

Il convient d'y rajouter les grandes métropoles universitaires comme Lille, Amiens, Nancy, Metz, Strasbourg, Lyon. Le survote en faveur d'Emmanuel Macron perdure au-delà de la première couronne et peut s'étendre aux villes secondaires (Compiègne, Rodez) ainsi qu'aux zones balnéaires (Le Touquet, côte de la Vendée à Biarritz). La carte du vote Macron est le parfait décalque, en négatif, du vote Le Pen mais cette cartographie évoque, plus que les affrontements gauche/droite des scrutins présidentiels, celles du oui aux référendums européens (1995-2005).

Emmanuel Macron ayant fait des propositions volontaristes pour refonder l'Union Européenne, ses électeurs ont affiché tout au long de la campagne des positions pro-européennes, de nombreux thèmes liés à l'économie (finance, chômage, dette souveraine) et à l'immigration sont aussi des enjeux européens. 57 % des électeurs de Macron pensent que la France doit s'ouvrir davantage au monde, 12 % qu'elle doit se protéger davantage du monde et 31 % ni l'un ni l'autre. Une majorité (50 %) rejette le protectionnisme parce qu'il contribuerait à augmenter le chômage en France, une large majorité (80 %) estimant qu'il faut aller vers plus de libre-échange pour favoriser l'activité des entreprises françaises. Ces électeurs se distinguent sur ce dernier point nettement de ceux de Mélenchon de Hamon, Fillon ou encore de Le Pen. Ces chiffres ont contribué à forger l'opposition entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron comme celle qui confrontaient les perdants de la mondialisation à ses gagnants. Deux visions de la France s'opposeraient, celui de l'ouverture et de la fermeture. Certains électeurs de Macron ont cependant eu la possibilité de nuancer leur adhésion au libre-échange en demandant des protections soit par le choix de la réponse « *ni l'un ni l'autre* » (28 %).

6. Sociologie du vote Macron

La sociologie de l'électorat Macron (24 % des suffrages exprimés au premier tour) ne fait pas apparaître d'antagonismes marqués tant générationnels que de classe. Néanmoins Emmanuel Macron n'est pas malgré son jeune âge (39 ans) le candidat de la jeunesse. La part des jeunes de moins de 35 ans (9,1 %) et des personnes de plus de 65 ans qui votent pour lui est sensiblement la même dans l'échantillon global (respectivement 9,6 % et 24,3 %). L'effet de lissage est similaire pour la répartition par sexe.

Malgré son passé de banquier Emmanuel Macron n'est pas le candidat des catégories favorisées. Certes les catégories supérieures sont surreprésentées dans son électorat (14,7 % contre 10,3 % dans l'échantillon total) mais les catégories intermédiaires, le cœur des classes moyennes sont plus présentes que dans l'échantillon total (16,7 % au lieu de 14,6 %). Il réalise un score estimable chez les employés (13,8 % contre 16,9 %), le cœur traditionnel de la gauche et chez les ouvriers (7,3 % contre 10,1%) qui

lui préfèrent Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Emmanuel Macron a su capter une partie de l'électorat populaire.

Néanmoins il obtient les faveurs de ceux qui travaillent à temps complet et ont un CDI. En revanche son électorat comprend une faible part de chômeurs (3,2 % contre 5,4%). Emmanuel Macron est concurrencé sur sa droite chez les professions indépendantes qui l'estiment probablement comble du bilan de François Hollande en matière fiscale. Le caractère hybride de l'électorat d'Emmanuel Macron évoque un désalignement partisan et rappelle les caractéristiques de celui de François Bayrou en 2007.

Le diplôme apparaît cependant comme fortement discriminant. La relation est linéaire. Plus le niveau de diplôme s'élève, plus le vote Macron est important. C'est l'inverse pour Marine Le Pen pour qui votent 41,2 % des sans diplôme contre 7,2 % des Bac + 4 ou de ceux qui sont sortis des grandes écoles. Ce qui caractérise, de manière centrale les électeurs d'Emmanuel Macron c'est la détention d'un capital plus culturel qu'économique.

CONCLUSION

L'élection de 2017 est donc disruptive. Elle a cassé les codes traditionnels d'un tel scrutin en élisant un tout jeune homme politique, de moins de quarante ans qui, bien qu'il ait été ministre, n'avait jamais détenu de mandat électif et était jusque-là un parfait inconnu. Ce n'était le cas avant lui ni de Charles de Gaulle, ni de Georges Pompidou, ni de Valéry Giscard d'Estaing, ni de François Mitterrand, ni de Jacques Chirac, ni de Nicolas Sarkozy, ni de François Hollande qui l'avaient précédé dans le fauteuil de Président de la République. Marqué par une forte abstention révélatrice d'un véritable « *décrochage civique* », ce scrutin a mis fin à la domination des deux grands partis de gouvernement qui, depuis le début des années 1980, alternaient au pouvoir, l'un de droite (UMP devenue Les Républicains dans sa dernière appellation), l'autre de gauche (le parti socialiste). Le premier fut emporté dans le naufrage de son candidat François Fillon, le second éclata sous la pression d'une gauche néo-communiste qui parvint, pour la première fois, à le reléguer loin derrière elle.

Quel avenir pour le « *dispositif* » Macron ? Les premiers mois de l'exercice du pouvoir révèlent la difficulté du « *et de gauche et de droite* ». Les premières mesures furent clairement de droite (suppression de l'ISF, diminution de l'ALS) alors que des mesures de gauche (suppression de la taxe d'habitation) sont remises à plus tard. Les deux tiers de l'électorat d'Emmanuel Macron sont issus de la gauche. La crise des « *gilets jaunes* » illustre, de plus, le manque d'assise populaire de la politique menée par le nouveau Président de la République. Quel avenir pour la gauche ? Sombre

à l'évidence.¹⁰ Les divisions internes se sont aggravées et désormais les ruptures en son sein semblent irréversibles entre écologistes, socialistes, communistes et « *insoumis* ». Quel avenir pour la droite ? Complicé à l'envi.¹¹ Quel terrain d'entente entre une droite tendance Wauquiez, nationaliste et préconisant l'interventionnisme étatique pour contester le consensus européen sur les questions économiques et une droite version Péresse qui met en avant un credo libéral et européen et affirme même une forme de libéralisme culturel en refusant l'abrogation de la loi Taubira ?

¹⁰ - Gérard Grunberg, « Le sombre avenir de la gauche » in Pascal Perrineau *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législative de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

¹¹ - Pascal Perrineau, « L'avenir compliqué de la droite », in Pascal Perrineau *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législative de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

BIBLIOGRAPHIE

Bréchon (Pierre), « Un vote socialiste résiduel siphonné par sa droite et sa gauche » in Pascal Perrineau (dir), *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

Cautrès (Bruno) « Mélenchon vainqueur caché de la présidentielle » in Pascal Perrineau (dir), *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

Eloi (Jean-Serge), « Comportement électoral et vote stratégique », *Conférence donnée au Cercle Condorcet*, 5 avril 2017, Le site de Jean-Serge ELOI : js.eloi.free.fr.

Foucault (Martial) et Chanvril-Ligneel (Flora), « Le vote François Fillon, autopsie d'un naufrage » in Pascal Perrineau (dir), *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

Grunberg (Gérard), « Le sombre avenir de la gauche » in Pascal Perrineau (dir) *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législative de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

Muxel (Anne), « La mobilisation électorale, du décrochage civique à l'abstention record » in Pascal Perrineau (dir), *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

Perrineau (Pascal), « Marine Le Pen au premier tour : la puissance d'une dynamique, l'échec d'une ambition » in Pascal Perrineau (dir) *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législatives de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

« L'avenir compliqué de la droite », in Pascal Perrineau (dir) *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législative de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.

Strudel (Sylvie), « Emmanuel Macron : un oxymore politique » in Pascal Perrineau (dir), *Le vote disruptif : les élections présidentielle et législative de 2017*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2017.